

2003-2013



LA CONSTITUTION 
DU CANTON DE VAUD

Les auteurs de la Constitution du 14 avril 2003 ont modifié les institutions cantonales et communales; ils en ont créé de nouvelles; ils ont posé avec un grand souci de précision les tâches de l'Etat et des communes; ils ont fixé des principes clairs pour l'action publique; ils se sont enfin montrés explicites et exigeants sur les droits individuels. Ouverts et pragmatiques, ils ont donné au canton une Constitution digne du nouveau siècle qui s'ouvrait alors.

Le présent anniversaire est l'occasion de témoigner à l'Assemblée constituante une profonde reconnaissance.

Vincent Grandjean, chancelier d'Etat

Christophe Gallaz



Chroniqueur et écrivain, Christophe Gallaz passe son enfance à Assens et dans les hauts de Lausanne. Activités de chroniqueur au fil des années dans Le Matin Dimanche, Le Nouveau Quotidien, Le Temps, Libération, Le Monde. Auteur de nouvelles et d'essais, notamment « Les chagrins magnifiques » (1982), « Les musiques défaites » (1989), « La parole détruite - médias et violence » (1995) et « Cela commence par... » (1997). Il a écrit une vingtaine d'ouvrages pour les enfants dont certains en collaboration avec les dessinateurs Etienne Delessert, Roberto Innocenti (« Rose blanche », 1985) ou Jean-Claude Götting (« Le rêve de l'arbre », 2008).

SOMMAIRE

-
- 9 Editorial**
-
- 11 L'aventure orchestrale**
-
- 21 Souvenirs de la cour d'école en fleurs**
-
- 39 La Constitution vaudoise
depuis 2003 : un texte vivant**
-
- 51 Constitution
du Canton de Vaud**
-



© Héliène Tobler, mai 2002

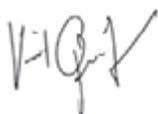
Editorial

Le 14 avril est une date importante dans l'histoire du canton. C'est en effet le 14 avril 1803 que le Grand Conseil vaudois, création de l'Acte de Médiation paraphé par Bonaparte, s'est réuni pour la première fois. En fêtant chaque année cet événement, les Vaudoises et les Vaudois célèbrent l'entrée officielle de leur canton dans la Confédération. Ce n'est donc pas un hasard si le choix du jour de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution cantonale de 2003 s'est porté sur le 14 avril, marquant par ce symbole fort la continuité de l'histoire institutionnelle de la collectivité vaudoise.

Dix ans, c'est donc aujourd'hui l'âge de la nouvelle Constitution vaudoise. La révision totale d'une charte fondamentale reste un événement peu banal et un exercice peu ordinaire. L'avant-dernière remonte en effet à 1885. Si le processus issu du vote de principe du corps électoral le 7 juin 1998 s'est en quelque sorte fait attendre, il est survenu à un moment particulièrement propice au changement, soit à une période de profonde transformation de la société vaudoise tout entière, car, faut-il le rappeler, les années nonante furent pour le canton un temps de crises, de remises en question, de mue ; il était logique qu'un tel moment de l'histoire s'accompagnât d'une révision totale de la Constitution.

Les auteurs de la Constitution du 14 avril 2003 ont modifié les institutions cantonales et communales ; ils en ont créé de nouvelles ; ils ont posé avec un grand souci de précision les tâches de l'Etat et des communes ; ils ont fixé des principes clairs pour l'action publique ; ils se sont enfin montrés explicites et exigeants sur les droits individuels. Ouverts et pragmatiques, ils ont donné au canton une Constitution digne du nouveau siècle qui s'ouvrait alors. Le présent anniversaire est l'occasion de témoigner à l'Assemblée constituante une profonde reconnaissance.

Le tiré à part que vous avez entre vos mains vous le montrera : nous célébrons aujourd'hui non pas un document figé dans une expression bien éloignée de la vie quotidienne, mais un texte vivant, évolutif, en prise directe avec la réalité. Gardons-nous de l'oublier : pour une population, disposer de sa propre Constitution est une chance, le signe qu'une part de son destin est entre ses mains.



Vincent Grandjean, chancelier de l'Etat de Vaud

L'AVENTURE ORCHESTRALE

Par Christophe Gallaz, écrivain, ancien constituant

L'impasse un jour advint

Les Vaudois avaient pourtant consacré de longs efforts à se rendre indifférents au monde extérieur comme à leurs faiblesses intimes. Bien sûr, la modernité tournoyait partout jusqu'au vertige. Toutes les villes s'élargissaient. On s'y téléphonait tous azimuts et sans relâche. Les courriers électroniques zébraient les cervelles de nervures subreptices. Hors des frontières nationales, des communautés entières fuyaient leur berceau natal pour conjurer la disette ou la guerre, et Dieu Lui-même commençait d'ignorer quels préceptes énoncer dans les espaces exemplaires à l'usage des mortels.

Or le canton tint encore un moment. Aucune de ses barrières n'avait cédé depuis des générations, au dehors comme au dedans. Ni le Léman qui le prémunissait du sud, ni le Jura qui l'abritait de l'ouest, ni la Sarine qui l'isolait du nord, ni les Alpes qui le sauvaient de l'est. Ni même son propre sentiment d'identité gavé de placidité tranquille et d'amour-propre à l'étouffée, qui l'avait préservé jusque-là de la moindre tourmente intérieure. Un refuge parfait. Qui craqua pourtant au printemps de l'année 1996.

Une crise financière avait en effet frappé le territoire, doublée d'une crise politique voyant s'effondrer la domination radicale et poindre les Verts, triplée d'une crise sociétale érodant la relation des entreprises avec l'univers associatif, quadruplée d'une crise de confiance induite par des plans d'austérité suavement nommés « Orchidée » puis « Table ronde », qui firent s'embraser la fonction publique avant d'agacer la société civile.

Quelques sages perçurent alors qu'une opération produirait tout un bouquet de bénéfices collatéraux et diffractés. Elle consisterait à refondre intégralement la Constitution vaudoise, vieille alors de cent treize ans générateurs de poussière. Le

Cérémonie d'installation
de l'Assemblée
constituante vaudoise
à l'abbatiale de Payerne.



© ASL/Marcel Gillieron, juin 1999

texte fondateur par excellence du canton comme entité, chargé de différencier ses pouvoirs institutionnels et de spécifier les droits et les devoirs du citoyen.

Evidemment la tâche serait complexe, qui supposait des opérations mentales analytiques et motrices. Il faudrait plonger dans la mémoire collective pour établir les caps de l'avenir. Sonder le patrimoine commun pour en tirer des enseignements propulsifs. Approcher l'esprit contemporain pour le munir de normes opportunes. Ciseler le droit tout en cultivant la symbolique, et méditer la personne ou le peuple en fonction des credo partisans.

On entreprit ce labeur orchestral en s'inspirant d'une alternative éprouvée depuis le fond des âges parlementaires. Soit le gouvernement flanqué d'experts façonnerait un projet soumis au scrutin populaire, soit une assemblée de représentants s'en chargerait, désignée pour le temps de ce mandat au moyen du suffrage universel.

On sait que la Suisse est une instance affamée d'autorité nombreuse et feuilletée pourvu qu'elle soit sympathique comme on dit de l'encre, feutrée comme on dit du bruit et si possible occulte comme on dit de la finance grise. On récusait donc l'option du Gouvernement pour lui préférer celle de la Constituante, enclenchant aussitôt un processus alliant l'esprit de sérieux à celui de l'invention sinon de la jouerie dialectique, au mépris des fatalités qui muent si généralement l'art politique en tissu ligneux.

Ainsi s'enchaînèrent l'ouverture des listes partisans aux citoyens sans étiquette puis l'élection des 180 constituants requis avant la création de six commissions thématiques au sein de leur assemblée coprésidée par trois chevronnés, et dès lors advint un flux de cogitations portant sur l'organisation territoriale, le nombre des communes, le statut des Eglises ou les droits politiques à l'usage des étrangers.

Enfin parut au terme des débats, des contre-attaques et des sous-stratégies puis des rapports et des peaufinages, un avant-projet de 186 articles aussitôt mis en consultation publique et retravaillé, puis adopté quatre mois avant son agrément par les Vaudois en septembre 2002 et sa mise en vigueur le 14 avril 2003. Il n'y eut pas alors de décors, jusqu'au Léman, au Jura, à la Sarine et même aux Alpes, qui ne furent traversés d'infinimentaux frémissements.



Mai 2001, la Commission consultative des Jeunes,
en compagnie de Jean-François Durussel, directeur du Gymnase de La Cité.

**René Perdrix,
coprésident de
l'Assemblée
constituante.**



© Hélène Tobler, mai 2002



© Héliène Tobler, mai 2002

**Les trois coprésidents:
Yvette Jaggi, Jean-François Leuba et René Perdrix.**

SOUVENIRS DE LA COUR D'ÉCOLE EN FLEURS

Par Christophe Gallaz, écrivain, ancien constituant

**Dix ans de l'année deux mille trois
à l'année deux mille treize,
qui n'ont pas effacé l'essentiel.**

Reste le souvenir d'avoir rejoint la Constituante à partir de la masse citoyenne extérieure à tout étiquetage partisan, la plus banale, celle qu'on nomme en toute paresse l'opinion publique, mais de s'être assis sur tel banc de l'assemblée constituante aux côtés de tel groupe se réclamant de telle tendance idéologique et programmatique; et de s'y être senti logiquement situé dans le grand jeu des tendances politiques répertoriées, comme si l'exercice de l'indépendance intellectuelle et politique était presque impossible à maintenir dans la société de lignes et de marges instituée par les humains au jour le jour, une fleur.

Reste aussi le souvenir d'avoir découvert les microcosmes politiques à l'intérieur du microcosme politique, toutes ces familles à l'intérieur de la famille faïtière dont les protagonistes se tutoieront jusqu'à la fin de leur existence, comme font les soldats et les comédiens, doués chacun de leur caractère et de leur aptitude à se faire valoir ou de leur faiblesse à cet égard; et les coups joués par les uns et les autres comme au théâtre, l'innervation des mentalités discrètes par les mentalités dominantes, les calculs stratégiques et les alliances conjoncturelles, les concessions dialectiques et les changements de cap, les dramaturgies électriques ou les mornes plaines, un bricolage organique incessant sur la scène, ou dans la cour de l'école.

Reste enfin le souvenir d'avoir perçu le jeu des contradictions personnelles irrépressibles au moment d'édifier le monument constitutionnel grâce à tous ces constituants porteurs de patronymes étrangers disputant fiévreusement du droit de vote et d'éligibilité qu'il faudrait accorder ou dénier aux personnes ne disposant pas du passeport suisse, tandis que leurs voisins de travée proclamaient fermement la séparation de l'Eglise et de l'Etat en exigeant ardemment que Dieu fût nommé dans le Préambule. Je pensais: le ça, le moi plus le surmoi multipliés par cent quatre-vingts pendant trois ans, de quoi produire de l'Histoire.

**Assemblée constituante
du canton de Vaud
dans la salle du Grand
Conseil du bâtiment
Perregaux,
avant l'incendie.**



© Andrée-Noëlle Pot, février 2000



**Philippe Biéler, Pierre Chiffelle
et Pascal Broulis, conseillers d'État.**

© Héliène Tobler, mai 2002



Les trois coprésidents avec la secrétaire générale de l'Assemblée constituante, Francine Crettaz.

© Héliène Tobler, mai 2002



17 mai 2002, vote final des constituants à Echallens.

© Hélène Tobler, mai 2002



© Héliène Tobler, mai 2002

La secrétaire générale, les trois coprésidents
et Josef Zisyadis à la tribune.

Intermède musical
lors de la dernière
session de l'Assemblée
constituante,
le 17 mai 2002.



© Hélène Tobler, mai 2002

Le 17 mai 2002,
lors du vote définitif,
les tendances se
dessinent.



© Hélène Tobler, mai 2002



Yvette Jaggi et Francine Crettaz.

© Héliène Tobler, mai 2002



Echallens, dernier scrutin à main levée.

© Hélène Tobler, mai 2002



Un texte adopté par 135 oui, 16 non et 10 abstentions.

© Héliène Tobler, mai 2002



© Philippe Maeder, mai-juin 2001

**Le coprésident de la Constituante René Perdrix,
lors de la publication de l'avant-projet de la nouvelle Constitution vaudoise.**

Yvette Jaggi,
coprésidente de
l'Assemblée
constituante.



**LA CONSTITUTION
VAUDOISE
DEPUIS 2003:
UN TEXTE VIVANT**

Depuis son entrée en vigueur le 14 avril 2003, la Constitution du canton de Vaud a fait l'objet de plusieurs modifications, certaines mineures, d'autres plus importantes. Elles sont le signe de la vigueur des institutions, qui ont le devoir et le souci d'adapter en permanence le texte fondamental. Ainsi la Constitution demeure-t-elle cohérente avec les normes législatives fédérales, mais également avec l'évolution générale de la société et de ses besoins.

La région de Lavaux : site protégé

Le peuple décide de l'introduction d'un **nouvel article 52a** qui dit que « La région de Lavaux, de la Lutrive à Corsier, est déclarée site protégé ». Il existait dans l'ancien texte fondamental ; le voici réintroduit dans la nouvelle Constitution. Les initiants redoutaient un possible affaiblissement ultérieur des dispositions légales. Cette modification a été adoptée par plus de 80 % des votants le 27 novembre 2005.

L'interdiction de fumer dans les lieux publics

Le 30 novembre 2008, les Vaudois préfèrent à une initiative populaire un contre-projet du Grand Conseil qui vise l'interdiction de fumer dans les lieux publics. Moins drastique que l'initiative, le contre-projet autorise les cafés et restaurants à créer des fumoirs. Le **nouvel article 65a** dit : « Afin de protéger l'ensemble de la population, il est interdit de fumer dans les lieux publics intérieurs ou fermés ».

L'école à journée continue

Septante pour cent des Vaudois acceptent, le 27 septembre 2009, de doter la Constitution d'un **article 63a** qui institue l'« école à journée continue ». Les communes, en collaboration avec l'Etat et les partenaires privés, doivent désormais organiser l'accueil des élèves pendant la journée, hors des heures de classe.



© pgm - Fotolia.com

Indépendance de la Justice et du Ministère public qui remplace les juges d'instruction

Les **articles 106 et 125a** touchent au mode de désignation du procureur général et à l'indépendance du Ministère public, dès lors fixée dans la Constitution. Septante-quatre pour cent des votants acceptent, ce même 27 septembre 2009, l'article 125a qui dit notamment que « le Ministère public est l'autorité chargée de mener l'instruction pénale et de soutenir l'accusation » et que le même Ministère public « est rattaché administrativement au Conseil d'Etat ». La fonction de juge d'instruction n'existe plus.

La statue de la Justice
orne la fontaine
de la Palud, à Lausanne.



La région de Lavaux,
de la Lutrive à Corsier,
est déclarée site
protégé.



D'autres modifications au fil du temps

Le 27 novembre 2005

Le Grand Conseil a estimé que la décision du Parlement nécessitée par toute acquisition ou participation de l'Etat entraînerait des procédures disproportionnées pour des opérations sans caractère stratégique. Soixante-sept pour cent des votants ont choisi de déléguer cette compétence au Conseil d'Etat (**modification de l'article 108**).

Lors du même scrutin, 90 % des Vaudois ont choisi d'éviter une vacance du pouvoir judiciaire en début de législature pour assurer l'indépendance des assesseurs de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, qui remplace l'ancien Tribunal administratif (**modification des articles 131 et 178**).

Le 21 octobre 2007

Nonante-deux pour cent des Vaudois acceptent de prolonger le délai constitutionnel pour que les réformes dictées par le droit fédéral et celles découlant de la Constitution puissent avoir lieu simultanément, plutôt que d'ouvrir deux chantiers successifs (**modification de l'article 179**).

Le 30 novembre 2008

Nonante pour cent des votants ont voulu que les assesseurs de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal soient désignés par le Grand Conseil et non plus par le Tribunal cantonal (**modification de l'art. 131**).

Le 27 septembre 2009

L'article 65 reçoit un nouvel alinéa qui institue l'accès à l'hébergement médico-social pour les personnes âgées, handicapées ou atteintes dans leur santé (accepté par 94 % des votants).

Le 26 septembre 2010

Cette modification, acceptée par 90 % des Vaudois, résout le problème posé dans le cadre de fusions de communes intervenant en fin de législature. Les mandats des conseillers communaux et municipaux en fonction dans les communes avant la fusion sont prolongés de six mois au maximum. Cela évite des élections communales pour des mandats inférieurs à six mois (**modification de l'article 151 al. 5**).

Le 4 septembre 2011

Soixante pour cent des votants adoptent une initiative parlementaire qui oblige toutes les communes de plus de 3 000 habitants à élire le Conseil communal selon le mode proportionnel. Auparavant, les communes pouvaient choisir entre système majoritaire ou proportionnel. Seule une quinzaine de communes étaient concernées par ce changement (**modification de l'article 144 al. 3**).

Le 25 novembre 2012

A la faveur de la révision du Code civil suisse relative à la protection de l'adulte, au droit des personnes et au droit de la filiation (droit de la tutelle), la Constitution a été expurgée de certains termes jugés péjoratifs. Des notions telles que « maladie mentale », « faiblesse d'esprit », « mise sous tutelle » et « pupille » ont notamment été supprimées afin de ne pas stigmatiser certaines catégories de la population. Ces modifications ont été acceptées par 95 % des Vaudois (terminologie des **articles 74 et 142**).

Un texte et des débats à suivre...

Reflet d'une société et de ses institutions, témoin de ses évolutions et de ses enjeux démocratiques, la Constitution vaudoise vit au rythme des débats politiques et des décisions du peuple. En dix ans, ce sont aussi trois projets de modifications dont le peuple vaudois n'a pas voulu: l'initiative populaire « Vivre et voter ici »



Session de l'Assemblée constituante à l'EPFL.

© J.-B. Sieber



© Hélène Tobler, mai 2002

visant à octroyer les droits politiques cantonaux aux étrangers résidant en Suisse depuis dix ans a été rejetée le 4 septembre 2011. Le 15 mai 2011, la population a également rejeté l'initiative populaire « Pour le droit à un salaire minimum ». Le 17 juin 2007, la population refuse une autre initiative populaire : elle proposait d'accorder aux municipalités le droit de référendum sur les lois ou les décrets du Grand Conseil, qui auraient dû être soumis au vote si un dixième des municipalités en faisait la demande.

Enfin, depuis 2005, six initiatives (populaires ou parlementaires) qui auraient modifié la Constitution ont été rejetées par le Grand Conseil. Et quatre initiatives populaires ont échoué par manque de signatures.

Le texte fondamental suit donc les évolutions du monde, de la société et de l'Etat au sens large. La Constitution doit relever le double défi de la durée et du changement. Ainsi, en juin 2013, la population vaudoise sera à nouveau appelée à se prononcer sur la modification de cinq articles constitutionnels ayant trait au contrôle et à la validité des initiatives cantonales, à la durée du délai de récolte des signatures en cas de référendum facultatif, à la durée de vacance au Conseil d'Etat et à la réorganisation de la Cour des comptes.

CONSTITUTION DU CANTON DE VAUD

(Cst-VD) du 14 avril 2003

Adoptée par l'Assemblée constituante
le 17 mai 2002 et acceptée
en votation populaire le 22 septembre 2002
(R 2002 449)

PRÉAMBULE

Pour favoriser l'épanouissement de chacun dans une société harmonieuse qui respecte la Création comme berceau des générations à venir, soit ouverte au monde et s'y sente unie, mesure sa force au soin qu'elle prend du plus faible de ses membres, et conçoive l'Etat comme l'expression de sa volonté, le peuple du Canton de Vaud se donne la Constitution suivante:

I. DISPOSITIONS ET PRINCIPES GÉNÉRAUX

Art. 1 Le Canton de Vaud

¹ Le Canton de Vaud est une république démocratique fondée sur la liberté, la responsabilité, la solidarité et la justice.

² Le peuple est souverain. Le suffrage universel est la seule source, directe ou indirecte, du pouvoir.

³ Le Canton de Vaud est l'un des Etats de la Confédération suisse.

⁴ Il a toutes les compétences, à l'exception de celles qui sont attribuées à la Confédération par la Constitution fédérale.

⁵ Il est composé de communes et divisé en districts.

Art. 2 Armoiries

¹ Les armoiries du canton consistent en un écusson blanc et vert avec la devise « Liberté et Patrie ».



² Les armoiries du Canton de Vaud sont : coupé, au 1 d'argent chargé des mots « Liberté et Patrie », rangés sur trois lignes, aux lettres d'or bordées de sable, au 2 de sinople.



Art. 3 Langue officielle

¹ La langue officielle du canton est le français.

Art. 4 Capitale

¹ Lausanne est la capitale du canton.

Art. 5 Collaborations et relations extérieures

¹ Le canton collabore avec la Confédération, les autres cantons, les régions voisines et les autres Etats ou leurs populations. Il est ouvert à l'Europe et au monde.

² L'Etat participe à la création d'institutions intercantionales ou internationales dans le respect des intérêts des communautés locales et régionales; il encourage les collaborations entre communes.

Art. 6 Buts et principes

¹ L'Etat a pour buts :

- a. le bien commun et la cohésion cantonale;
- b. l'intégration harmonieuse de chacun au corps social;
- c. la préservation des bases physiques de la vie et la conservation durable des ressources naturelles;
- d. la sauvegarde des intérêts des générations futures.

² Dans ses activités, il :

- a. protège la dignité, les droits et les libertés des personnes;
 - b. garantit l'ordre public;
 - c. fait prévaloir la justice et la paix, et soutient les efforts de prévention des conflits;
 - d. reconnaît les familles comme éléments de base de la société;
 - e. veille à une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des autorités.
-

Art. 7 Principes de l'activité de l'Etat régie par le droit

¹ Le droit est le fondement et la limite de l'activité étatique.

² Cette activité est exempte d'arbitraire et répond à un intérêt public ; elle est proportionnée au but visé. Elle s'exerce conformément aux règles de la bonne foi et de manière transparente.

³ Toute activité étatique respecte le droit supérieur.

Art. 8 **Responsabilité individuelle**

¹ Toute personne physique ou morale est responsable d'elle-même et assume sa responsabilité envers autrui.

II. DROITS FONDAMENTAUX

Art. 9 **Dignité humaine**

¹ La dignité humaine est respectée et protégée.

Art. 10 **Egalité**

¹ Tous les êtres humains sont égaux devant la loi.

² Nul ne doit subir de discrimination du fait notamment de son origine, de son sexe, de son âge, de sa langue, de sa situation sociale, de son état civil, de son mode de vie, de son patrimoine génétique, de son aspect physique, de son handicap, de ses convictions ou de ses opinions.

³ La femme et l'homme sont égaux en droit. La loi pourvoit à l'égalité de droit et de fait, en particulier dans les domaines de la famille, de la formation et du travail.

⁴ La femme et l'homme ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.

Art. 11 **Interdiction de l'arbitraire et protection de la bonne foi**

¹ Toute personne a le droit d'être traitée par les autorités sans arbitraire et conformément aux règles de la bonne foi.

Art. 12 **Droit à la vie et liberté personnelle**

¹ Tout être humain a droit à la vie. La peine de mort est interdite.

² Tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à l'intégrité physique et psychique et à la liberté de mouvement.

³ La torture et tout autre traitement ou peine cruels, inhumains ou dégradants sont interdits.

Art. 13 **Protection des enfants et des jeunes**

¹ Chaque enfant et chaque jeune a droit à une protection particulière de son intégrité physique et psychique, et à l'encouragement de son développement.

² Il exerce lui-même ses droits dans la mesure où il est capable de discernement, sinon par l'intermédiaire d'un représentant.

Art. 14 **Vie en commun**

¹ Le droit au mariage est garanti.

² La liberté de choisir une autre forme de vie en commun est reconnue.

³ Le droit de fonder une famille est garanti.

Art. 15 **Protection de la sphère privée
et des données personnelles**

¹ Toute personne a droit au respect et à la protection de sa vie privée et familiale, de son domicile, de sa correspondance et des relations établies par les télécommunications.

² Toute personne a le droit d'être protégée contre l'utilisation abusive de données qui la concernent. Ce droit comprend :

- a. la consultation de ces données ;
- b. la rectification de celles qui sont inexactes ;
- c. la destruction de celles qui sont inadéquates ou inutiles.

Art. 16 **Liberté de conscience et de croyance**

¹ La liberté de conscience et de croyance est garantie.

² Toute personne a le droit de choisir librement sa religion, ainsi que de se forger ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté.

³ Toute personne a le droit de se joindre à la communauté de son choix ou de la quitter.

⁴ Toute contrainte, abus de pouvoir ou manipulation en matière de conscience et de croyance sont interdits.

Art. 17 **Libertés d'opinion et d'information**

¹ Les libertés d'opinion et d'information sont garanties.

² Elles comprennent :

- a. le droit de former, d'exprimer et de répandre librement son opinion, comme de s'en abstenir ;

-
- b. le droit de recevoir librement des informations, de se les procurer aux sources généralement accessibles et de les diffuser ;
 - c. le droit de consulter les documents officiels, dans la mesure où aucun intérêt prépondérant, public ou privé, ne s’y oppose.
-

Art. 18 **Liberté de l’art**

¹ La liberté de l’art est garantie.

Art. 19 **Liberté de la science**

¹ La liberté de la recherche et de l’enseignement scientifiques est garantie.

Art. 20 **Liberté des médias**

¹ La liberté des médias et le secret de rédaction sont garantis.

Art. 21 **Liberté de réunion
et de manifestation**

¹ Toute personne a le droit d’organiser une réunion ou une manifestation et d’y prendre part. Nul ne peut y être contraint.

² La loi ou un règlement communal peut soumettre à autorisation les manifestations organisées sur le domaine public.

³ L’Etat et les communes peuvent les interdire ou les soumettre à des restrictions si l’ordre public est menacé.

Art. 22 Liberté d'association

¹ Toute personne a le droit de créer une association, d'en faire partie et de participer à ses activités.

² Nul ne peut y être contraint.

Art. 23 Liberté syndicale

¹ La liberté syndicale est garantie.

² Nul ne peut subir de préjudice du fait de son appartenance ou de son activité syndicale.

³ Nul ne peut être contraint d'adhérer à un syndicat.

⁴ La grève et la mise à pied collective sont licites quand elles se rapportent aux relations de travail et qu'elles sont conformes aux obligations de préserver la paix du travail ou de recourir à une conciliation.

⁵ La loi peut limiter ces droits pour assurer un service minimum.

Art. 24 Liberté d'établissement

¹ La liberté d'établissement est garantie.

Art. 25 Garantie de la propriété

¹ La propriété est garantie.

² Une pleine indemnité est due en cas d'expropriation ou de restriction de la propriété qui équivaut à une expropriation.

Art. 26 Liberté économique

¹ La liberté économique est garantie.

² Elle comprend notamment le libre choix de la profession, le libre accès à une activité économique lucrative privée et son libre exercice.

Art. 27 **Garanties générales de procédure**

¹ Toute personne a droit, dans une procédure judiciaire ou administrative, à ce que sa cause soit traitée équitablement et jugée dans un délai raisonnable.

² Les parties ont, dans toute procédure, le droit d'être entendues, de consulter le dossier de leur cause et de recevoir une décision motivée avec indication des voies de recours.

³ Toute personne sans ressources suffisantes a droit à l'assistance judiciaire aux conditions fixées par la loi.

Art. 28 **Garanties de procédure judiciaire**

¹ Toute personne dont la cause doit être jugée dans une procédure judiciaire a droit à ce que cette cause soit portée devant un tribunal établi par la loi, indépendant et impartial.

Art. 29 **Garanties pénales**

¹ Toute personne est présumée innocente tant qu'elle n'a pas été condamnée par un jugement entré en force.

² Toute personne accusée a le droit d'être informée, dans le plus bref délai et de manière détaillée, dans une langue qu'elle comprend, des accusations portées contre elle et des droits qui lui appartiennent.

³ Toute personne impliquée dans une procédure pénale a droit à un défenseur si cela est nécessaire à la sauvegarde de ses intérêts.

Art. 30 **Garanties en cas de privation de liberté**

¹ Nul ne peut être privé de sa liberté si ce n'est dans les cas et selon les formes prévus par la loi.

² Toute personne privée de sa liberté a le droit d'être aussitôt informée, dans une langue qu'elle comprend, des raisons de cette privation et des droits qui sont les siens. Elle doit pouvoir faire valoir ses droits. Elle a notamment le droit de faire informer ses proches et les tiers qui doivent être avisés.

³ Toute personne mise en détention doit être présentée dans les vingt-quatre heures à une autorité judiciaire. La personne détenue a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable ou d'être libérée.

⁴ Toute personne privée de sa liberté sans qu'un tribunal l'ait ordonné a le droit, en tout temps, de saisir le tribunal. Celui-ci statue dans les plus brefs délais sur la légalité de cette privation.

⁵ Toute personne ayant subi un préjudice en raison d'une privation de liberté injustifiée a le droit d'obtenir pleine réparation.

Art. 31 **Droit de pétition**

¹ Toute personne a le droit, sans encourir de préjudice, d'adresser une pétition aux autorités et de récolter des signatures à cet effet.

² Les autorités examinent les pétitions qui leur sont adressées. Les autorités législatives et exécutives sont tenues d'y répondre.

Art. 32 **Liberté politique**

¹ Toute personne est libre d'exercer ses droits politiques sans encourir de préjudice.

Art. 33 **Minimum vital et logement d'urgence**

¹ Toute personne dans le besoin a droit à un logement d'urgence approprié et aux moyens indispensables pour mener une existence conforme à la dignité humaine.

Art. 34 **Soins essentiels et droit de mourir dans la dignité**

¹ Toute personne a droit aux soins médicaux essentiels et à l'assistance nécessaire devant la souffrance.

² Toute personne a le droit de mourir dans la dignité.

Art. 35 **Maternité**

¹ Chaque femme a droit à la sécurité matérielle avant et après l'accouchement.

Art. 36 **Education et enseignement**

¹ Chaque enfant a droit à un enseignement de base suffisant et, dans les écoles publiques, gratuit.

² Il a droit à une éducation et à un enseignement favorisant l'épanouissement de ses potentialités et son intégration sociale.

³ La liberté de choix de l'enseignement est reconnue.

Art. 37 **Aide à la formation professionnelle initiale**

¹ Toute personne dépourvue des ressources personnelles ou familiales nécessaires à une formation professionnelle initiale reconnue a droit à une aide de l'Etat.

Art. 38 **Restriction des droits fondamentaux**

¹ Toute restriction d'un droit fondamental doit être fondée sur une base légale. Les restrictions graves doivent être prévues par une loi. Les cas de danger sérieux, direct et imminent sont réservés.

² Toute restriction doit être justifiée par un intérêt public ou par la protection d'un droit fondamental d'autrui.

³ Elle doit être proportionnée au but visé.

⁴ L'essence des droits fondamentaux est inviolable.

III. TÂCHES ET RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT ET DES COMMUNES

CHAPITRE I PRINCIPES

Art. 39 **Service public et délégation de tâches**

¹ L'Etat et les communes assurent un service public.

² En tenant compte de l'initiative et de la responsabilité individuelles, ils assument les tâches que la Constitution et la loi leur confient.

³ Sous leur responsabilité, ils peuvent déléguer certaines tâches.

Art. 40 **Principe de diligence**

¹ L'Etat et les communes agissent avec diligence et conformément aux principes d'égalité, d'accessibilité, de qualité, d'adaptation et de continuité.

Art. 41 **Information du public**

¹ L'Etat et les communes informent la population de leurs activités selon le principe de la transparence.

CHAPITRE II JUSTICE, MÉDIATION ET SÉCURITÉ

Art. 42 **Justice**

¹ L'Etat assure à chacun une justice diligente, indépendante et accessible.

Art. 43 **Médiation administrative et privée**

¹ L'Etat institue un service de médiation administrative indépendant. La médiatrice ou le médiateur responsable est élu par le Grand Conseil.

² L'Etat peut encourager la médiation privée.

Art. 44 **Sécurité et police**

¹ Dans les limites de ses compétences, l'Etat détient le monopole de la force publique.

² L'Etat et les communes assurent l'ordre public ainsi que la sécurité des personnes et des biens.

CHAPITRE III ENSEIGNEMENT ET FORMATION

Art. 45 Enseignement public

¹ L'Etat, en collaboration avec les communes, organise et finance un enseignement public.

² Cet enseignement est neutre politiquement et confessionnellement.

Art. 46 Enseignement de base

¹ L'enseignement de base est obligatoire et, dans les écoles publiques, gratuit.

² Il favorise le développement personnel et l'intégration sociale; il prépare à la vie professionnelle et civique.

³ Il a pour objectif la transmission et l'acquisition de savoirs; il comprend entre autres des disciplines manuelles, corporelles et artistiques.

⁴ L'école assure, en collaboration avec les parents, l'instruction des enfants. Elle seconde les parents dans leur tâche éducative.

Art. 47 Enseignement secondaire et formation professionnelle

¹ L'Etat organise un enseignement secondaire supérieur et une formation professionnelle initiale.

Art. 48 Enseignement supérieur et recherche

¹ L'Etat assure un enseignement universitaire et un enseignement de niveau tertiaire.

² Il encourage la recherche scientifique.

³ Il encourage la collaboration des milieux économiques et des personnes privées avec les Hautes Ecoles et les instituts de recherche publics, dans le respect de l'indépendance éthique et scientifique de ces derniers.

Art. 49 Formation des adultes

¹ L'Etat encourage la formation permanente et la formation continue.

² Il prend des mesures permettant à tout adulte d'acquies des connaissances et une formation professionnelle initiale.

**Art. 50 Enseignement privé reconnu
d'utilité publique**

¹ L'Etat peut soutenir des établissements privés qui offrent des possibilités de formations complémentaires aux siennes et dont l'utilité est reconnue.

Art. 51 Aide à la formation et bourses

¹ L'Etat veille à ce que l'enseignement public, l'enseignement privé défini à l'article 50 et la formation professionnelle soient accessibles à tous.

² Il met en place un système de bourses et d'autres aides à la formation.

CHAPITRE IV PATRIMOINE ET ENVIRONNEMENT, CULTURE ET SPORT

Art. 52 Patrimoine et environnement

- ¹ L'Etat conserve, protège, enrichit et promeut le patrimoine naturel et le patrimoine culturel.
 - ² L'Etat et les communes sauvegardent l'environnement naturel et surveillent son évolution.
 - ³ Ils luttent contre toute forme de pollution portant atteinte à l'être humain ou à son environnement.
 - ⁴ Ils protègent la diversité de la faune, de la flore et des milieux naturels.
 - ⁵ La loi définit les zones et régions protégées.
-

Art. 52a

Explication
de la modification
en page 41

- ¹ La région de Lavaux, de la Lutrive à Corsier, est déclarée site protégé.
 - ² Toute atteinte à sa protection peut être attaquée sur le plan administratif ou judiciaire par ceux qui sont lésés et par les associations de protection de la nature et celles de la protection du patrimoine.
 - ³ La loi d'application respecte strictement le périmètre en vigueur, notamment par le maintien de l'aire viticole et du caractère traditionnel des villages et hameaux.
-

Art. 53 Culture et création artistique

- ¹ L'Etat et les communes encouragent et soutiennent la vie culturelle ainsi que la création artistique.
- ² Ils conduisent une politique culturelle favorisant l'accès et la participation à la culture.

*Explication de la modification en page

Art. 54 Sport

¹ L'Etat et les communes favorisent la pratique du sport.

**CHAPITRE V
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, ÉNERGIE,
TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**

Art. 55 Aménagement du territoire

¹ L'Etat et les communes veillent à une occupation rationnelle du territoire et à une utilisation économe du sol.

Art. 56 Ressources naturelles et énergie

¹ L'Etat et les communes incitent la population à l'utilisation rationnelle et économe des ressources naturelles, notamment de l'énergie.

² Ils veillent à ce que l'approvisionnement en eau et en énergie soit suffisant, diversifié, sûr, économiquement optimal et respectueux de l'environnement.

³ Ils favorisent l'utilisation et le développement des énergies renouvelables.

⁴ Ils collaborent aux efforts tendant à se passer de l'énergie nucléaire.

Art. 57 Transports et communications

¹ L'Etat mène une politique coordonnée des transports et des communications.

² L'Etat et les communes tiennent compte des besoins de tous les usagers et des régions excentrées.

³ L'Etat favorise les transports collectifs.

⁴ L'Etat facilite l'accès aux moyens et équipements de télécommunications.

CHAPITRE VI ÉCONOMIE

Art. 58 Politique économique

¹ Dans le respect du principe de la liberté économique, l'Etat crée les conditions-cadres favorisant l'emploi, la diversité des activités et l'équilibre entre les régions.

² Il encourage l'innovation technologique, ainsi que la création et la reconversion d'entreprises.

Art. 59 Agriculture et sylviculture

¹ L'Etat prend des mesures en faveur d'une agriculture et d'une sylviculture performantes et respectueuses de l'environnement; il tient compte de leurs multiples fonctions.

² Il soutient notamment la recherche, la formation et la vulgarisation, ainsi que la promotion des produits.

CHAPITRE VII POLITIQUE SOCIALE ET SANTÉ PUBLIQUE

Art. 60 Protection sociale

¹ L'Etat et les communes assurent à chaque personne habitant le canton les conditions d'une vie digne :

- a. par la prévention de l'exclusion professionnelle et sociale;

-
- b. par une aide sociale en principe non remboursable ;
 - c. par des mesures de réinsertion.
-

Art. 61 **Intégration des personnes
handicapées**

- ¹ L'Etat et les communes prennent en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées et de leurs familles.
 - ² Ils prennent des mesures pour assurer leur autonomie, leur intégration sociale, scolaire et professionnelle, leur participation à la vie de la communauté ainsi que leur épanouissement dans le cadre familial.
-

Art. 62 **Jeunesse**

- ¹ L'Etat et les communes tiennent compte des besoins et des intérêts particuliers des enfants et des jeunes en favorisant leurs activités culturelles, sportives et créatives.
-

Art. 63 **Familles**

- ¹ L'Etat fixe les prestations minimales en matière d'allocations familiales et veille à ce que chaque famille puisse en bénéficier.
- ² En collaboration avec les partenaires privés, l'Etat et les communes organisent un accueil préscolaire et parascolaire des enfants.
- ³ L'Etat organise la protection de l'enfance, de la jeunesse et des personnes dépendantes.

Art. 63a

Explication
de la modification
en page 42

Ecole à journée continue

- ¹ En collaboration avec l'Etat et les partenaires privés, les communes organisent un accueil parascolaire surveillé, facultatif pour les familles, sous forme d'école à journée continue dans les locaux scolaires ou à proximité, pendant toute la durée de la scolarité obligatoire.
- ² L'accueil peut être confié à des organismes privés.
- ³ Les conditions de l'accueil parascolaire sont fixées par les communes.
- ⁴ Les parents participent au financement de l'accueil parascolaire.

Art. 64**Assurance maternité et congé parental**

- ¹ En l'absence d'une assurance maternité fédérale, l'Etat met en place un dispositif d'assurance maternité cantonale.
- ² Il encourage le congé parental.

Art. 65

Explication
de la modification
en page 45

Santé publique

- ¹ L'Etat coordonne et organise le système de santé.
- ² Pour contribuer à la sauvegarde de la santé de la population, l'Etat et les communes:
 - a. encouragent chacun à prendre soin de sa santé ;
 - b. assurent à chacun un accès équitable à des soins de qualité, ainsi qu'aux informations nécessaires à la protection de sa santé ;
 - c. favorisent le maintien des patients à domicile ;
 - cbis. veillent à ce que les personnes qui, en raison de leur âge, de leur handicap ou de l'atteinte à leur

- santé ne peuvent rester à domicile, aient accès à des lieux d'hébergement adaptés à leurs besoins ;
- d. soutiennent les institutions publiques et privées actives dans la prévention et les soins.

³ L'Etat et les communes portent une attention particulière à toute personne vulnérable, dépendante, handicapée ou en fin de vie.

Art. 65a

Explication
de la modification
en page 41

Protection contre la fumée passive

¹ Afin de protéger l'ensemble de la population, il est interdit de fumer dans les lieux publics intérieurs ou fermés.

² Sont notamment concernés :

- a. tous les bâtiments ou locaux publics dépendant de l'Etat et des communes ainsi que de toutes autres institutions de caractère public ;
- b. tous les bâtiments ou locaux ouverts au public, notamment ceux affectés à des activités médicales, hospitalières, para-hospitalières, culturelles, récréatives, sportives ainsi qu'à des activités de formation, de loisirs, de rencontres, d'exposition ;
- c. tous les établissements au sens de la législation sur les auberges et débits de boissons sous réserve de l'aménagement de fumeurs fermés, sans service et disposant d'un système de ventilation adéquat ;
- d. les transports publics et les autres transports professionnels de personnes ;
- e. les autres lieux ouverts au public tels que définis par la loi.

³ La loi fixe les sanctions en cas d'inobservation de l'interdiction de fumer et règle l'exécution du présent article.

Art. 66 **Protection des consommateurs**

¹ L'Etat prend des mesures destinées à informer et protéger les consommateurs.

Art. 67 **Logement**

¹ L'Etat et les communes, en complément des démarches relevant de la responsabilité individuelle et de l'initiative privée, veillent à ce que toute personne puisse disposer d'un logement approprié à des conditions supportables.

² Ils encouragent la mise à disposition de logements à loyer modéré et la création d'un système d'aide personnalisée au logement.

³ Ils encouragent l'accès à la propriété de son propre logement.

CHAPITRE VIII
INTÉGRATION DES ÉTRANGERS ET NATURALISATION

Art. 68 **Intégration des étrangers**

¹ L'Etat facilite l'accueil des étrangers.

² L'Etat et les communes favorisent leur intégration dans le respect réciproque des identités et dans celui des valeurs qui fondent l'Etat de droit.

Art. 69 **Naturalisation**

¹ L'Etat et les communes facilitent la naturalisation des étrangers.

² La procédure est rapide et gratuite.

³ La loi règle la durée de résidence exigée et la procédure ; elle prévoit une instance de recours.

CHAPITRE IX VIE ASSOCIATIVE ET BÉNÉVOLAT

- Art. 70**
- ¹ L'Etat et les communes prennent en considération le rôle de la vie associative et reconnaissent son importance.
 - ² Ils peuvent accorder aux associations reconnues un soutien pour leurs activités d'intérêt général.
 - ³ Ils peuvent leur déléguer des tâches dans le cadre de contrats de partenariat.
 - ⁴ Ils facilitent le bénévolat et la formation des bénévoles.

CHAPITRE X AIDE HUMANITAIRE ET COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

- Art. 71**
- ¹ L'Etat et les communes collaborent, avec les autres pouvoirs publics, les organisations et les entreprises concernées, à l'aide humanitaire, à la coopération au développement et à la promotion d'un commerce équitable.
 - ² Ils s'engagent pour le respect des droits de la personne humaine et pour une politique de paix.

CHAPITRE XI PROSPECTIVE

- Art. 72**
- ¹ Dans le but de préparer l'avenir, l'Etat s'appuie sur un organe de prospective.

CHAPITRE XII RESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT ET DES COMMUNES

- Art. 73** ¹ L'Etat et les communes répondent des dommages que leurs agents ou auxiliaires causent sans droit dans l'exercice de leurs fonctions.
- ² La loi fixe les conditions auxquelles ils répondent des dommages que leurs agents causent de manière licite.

IV. LE PEUPLE

CHAPITRE I DROITS POLITIQUES

- Art. 74** **Corps électoral**
- Explication
de la modification
en page 46
- ¹ Font partie du corps électoral cantonal les Suissesses et les Suisses domiciliés dans le canton qui sont âgés de dix-huit ans révolus et ne sont pas protégés par une curatelle de portée générale ou un mandat pour cause d'inaptitude, en raison d'une incapacité durable de discernement.
- ² La loi prévoit une procédure simple permettant à la personnes visée par l'alinéa 1^{er} in fine d'obtenir, en prouvant qu'elle est capable de discernement, son intégration ou sa réintégration dans le corps électoral.

-
- Art. 75** **Contenu des droits politiques**
- ¹ Les droits politiques ont pour objet la participation aux

élections et votations, l'éligibilité et la signature des demandes d'initiative et de référendum.

Art. 76 **Exercice des droits politiques**

¹ La loi règle l'exercice des droits politiques.

² Elle prévoit que les votes blancs, qui font l'objet d'un décompte distinct dans les élections et votations, sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue pour les élections au système majoritaire.

CHAPITRE II ÉLECTIONS

Art. 77

¹ Le corps électoral cantonal élit :

- a. les membres du Grand Conseil ;
- b. les membres du Conseil d'Etat ;
- c. les membres vaudois du Conseil des Etats.

² Les membres vaudois du Conseil des Etats sont élus en même temps et pour la même durée que les conseillers nationaux. Le mode de scrutin est le même que celui de l'élection du Conseil d'Etat.

CHAPITRE III INITIATIVE ET RÉFÉRENDUM POPULAIRES

Section I Initiative populaire

Art. 78 **Objets**

¹ L'initiative populaire peut avoir pour objet :

- a. la révision totale ou partielle de la Constitution ;

-
- b. l'adoption, la modification ou l'abrogation d'une loi;
 - c. l'ouverture de négociations en vue de la conclusion ou de la révision ainsi que la dénonciation d'un traité international ou d'un concordat, lorsqu'il est sujet au référendum facultatif ou soumis au référendum obligatoire;
 - d. l'adoption, la modification ou l'abrogation d'un décret du Grand Conseil sujet au référendum facultatif.
-

Art. 79 **Forme de l'initiative, signatures**

¹ L'initiative populaire peut se présenter sous la forme d'une proposition conçue en termes généraux ou, sauf si elle vise la révision totale de la Constitution, sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces.

² Elle aboutit si elle a recueilli, dans un délai de quatre mois, 12 000 signatures ou 18 000 si elle vise la révision totale de la Constitution.

Art. 80 **Validité de l'initiative**

¹ Le Grand Conseil valide les initiatives. Il constate la nullité de celles qui :

- a. sont contraires au droit supérieur;
- b. violent l'unité de rang, de forme ou de matière.

² La décision du Grand Conseil est susceptible de recours à la Cour constitutionnelle.

Art. 81 **Procédure**

¹ La loi règle le mode de traitement de l'initiative par le Grand Conseil et la procédure de vote populaire lorsqu'un contre-projet est opposé à l'initiative.

² Les articles 173 et 174 sur la révision de la Constitution sont réservés.

Art. 82 **Délai de traitement**

¹ L'initiative est soumise au vote populaire au plus tard dans les deux ans qui suivent son dépôt.

² Le Grand Conseil peut prolonger ce délai d'un an lorsqu'il a approuvé une initiative conçue en termes généraux ou décidé d'opposer un contre-projet à une initiative.

Section II
Référendum populaire

Art. 83 **Référendum obligatoire**

¹ Sont soumis au corps électoral :

- a. les révisions totales ou partielles de la Constitution ;
- b. les traités internationaux et les concordats qui dérogent à la Constitution ou la complètent ;
- c. les modifications du territoire cantonal ;
- d. tout préavis, loi ou disposition générale concernant l'utilisation, le transport et l'entreposage d'énergie ou de matière nucléaires.

² Sont en outre soumises au vote du corps électoral les mesures d'assainissement financier prévues par l'article 165, alinéa 2.

Art. 84 **Référendum facultatif**

¹ Sont sujets au référendum facultatif :

- a. les lois et les décrets ;
- b. les traités internationaux et les concordats qui dérogent à la loi ou qui la complètent.

-
- ² Ne sont toutefois pas sujets au référendum :
- a. les objets dont le Grand Conseil prend acte ;
 - b. le budget, les crédits supplémentaires, les emprunts, les dépenses liées et les comptes ;
 - c. les élections ;
 - d. la grâce ;
 - e. les naturalisations ;
 - f. les droits d'initiative et de référendum exercés par le Grand Conseil en vertu du droit fédéral.

³ La demande de référendum aboutit si elle a recueilli 12 000 signatures dans un délai de quarante jours dès la publication de l'acte.

CHAPITRE IV PARTICIPATION À LA VIE PUBLIQUE

Art. 85 **Formation civique et commission de jeunes**

¹ L'Etat et les communes préparent les enfants et les jeunes à la citoyenneté en assurant leur formation civique et en favorisant diverses formes d'expériences participatives.

² L'Etat met en place une commission de jeunes.

Art. 86 **Partis politiques et associations**

¹ Les partis politiques et les associations contribuent à former l'opinion et la volonté publiques.

² Ils sont consultés par l'Etat et les communes sur les objets qui les concernent.

³ Les partis veillent à la mise en œuvre du principe de la représentation équilibrée entre femmes et hommes.

Art. 87 **Information publique**

¹ Les autorités cantonales et communales publient leurs projets de manière à permettre la discussion publique.

² Elles renseignent la population sur les objets soumis au vote.

Art. 88 **Encouragement à l'exercice des droits politiques**

¹ L'Etat et les communes encouragent et facilitent l'exercice des droits politiques.

V. AUTORITÉS CANTONALES

CHAPITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 89 **Séparation des pouvoirs**

¹ Les autorités sont organisées selon le principe de la séparation des pouvoirs.

² Elles comprennent :

- a. le pouvoir législatif ;
- b. le pouvoir exécutif ;
- c. le pouvoir judiciaire.

Art. 90 **Incompatibilités**

¹ Les fonctions de membres du Grand Conseil, du Conseil d'Etat, d'une autorité judiciaire et de la Cour des comptes

ainsi que celle de médiatrice ou médiateur sont incompatibles. La loi peut prévoir des exceptions pour les membres non permanents d'une autorité judiciaire.

² Les membres du Conseil d'Etat ne peuvent exercer aucune autre fonction officielle ou privée lucrative, ni siéger aux Chambres fédérales. Les fonctions exercées au titre d'une délégation sont réservées.

³ Les employés de l'administration cantonale ne peuvent pas être membres d'une autorité judiciaire, sous réserve d'exceptions prévues par la loi.

⁴ Les cadres supérieurs de l'administration cantonale ne peuvent pas être membres du Grand Conseil.

⁵ La loi peut prévoir d'autres incompatibilités.

CHAPITRE II GRAND CONSEIL

Section I Principe

Art. 91

¹ Le Grand Conseil est l'autorité suprême du canton, sous réserve des droits du peuple.

Section II Composition

Art. 92

Composition, législature

¹ Le Grand Conseil est composé de cent cinquante députés, élus pour une durée de cinq ans.

Art. 93 **Mode d'élection, arrondissements électoraux et quorum**

¹ Les membres du Grand Conseil sont élus par le corps électoral selon le système proportionnel.

² Les districts constituent les arrondissements électoraux. Les districts à forte population ainsi que ceux qui comprennent des régions excentrées à faible population peuvent être subdivisés en plusieurs sous-arrondissements ; ces derniers sont regroupés pour la répartition des sièges.

³ Les sièges sont répartis entre les arrondissements proportionnellement à leur population résidente. Chaque sous-arrondissement dispose de deux sièges au moins.

⁴ Les listes qui ont recueilli moins de 5 % du total des suffrages valables exprimés dans leur arrondissement ne sont pas prises en compte pour l'attribution des sièges.

Section III
Organisation et statut des membres

Art. 94 **Présidence**

¹ Le Grand Conseil élit sa présidente ou son président pour une année. Cette personne n'est pas immédiatement rééligible.

Art. 95 **Séances**

¹ Le Grand Conseil se réunit régulièrement en séances ordinaires.

² Il se réunit en séance extraordinaire à la demande d'un cinquième de ses membres ou du Conseil d'Etat.

³ Il ne peut délibérer que si la majorité absolue de ses membres sont présents.

Art. 96 **Publicité des séances**

¹ Les séances du Grand Conseil sont publiques.

² Le Grand Conseil peut décider le huis clos dans les cas prévus par la loi.

Art. 97 **Groupes politiques**

¹ Les membres du Grand Conseil peuvent former des groupes politiques.

Art. 98 **Services du Grand Conseil**

¹ Le Grand Conseil dispose de services qui lui sont propres. Il peut faire appel aux services de l'administration cantonale.

Art. 99 **Indépendance, publication des intérêts**

¹ Les membres du Grand Conseil exercent librement leur mandat.

² Ils rendent publics leurs liens avec des groupes d'intérêts.

Art. 100 **Immunité**

¹ Les membres du Grand Conseil s'expriment librement au sein de celui-ci ou devant ses organes. Ils ne peuvent être poursuivis pour leurs déclarations que dans les formes prévues par la loi.

Art. 101 **Droit des députés**

¹ Toute députée et tout député, tout groupe et toute commission dispose des droits d'initiative, de motion, de postulat, d'interpellation, de question et de résolution.

² L'administration fournit aux députés tous les renseignements utiles à l'exercice de leur mandat.

Art. 102 **Rétribution des députés**

¹ Les députés ont droit à une rétribution.

Section IV
Compétences

Art. 103 **Législation, traités internationaux et concordats**

¹ Le Grand Conseil adopte les lois et les décrets.

² Il approuve les traités internationaux et les concordats, à l'exception de ceux qui relèvent de la seule compétence du Conseil d'Etat.

Art. 104 **Programme de législature et planification**

¹ Le Grand Conseil prend acte du programme de législature du Conseil d'Etat dans les deux mois qui suivent sa présentation.

² Il adopte le plan directeur et les plans sectoriels cantonaux.

Art. 105 Finances

¹ Le Grand Conseil, chaque année, prend acte de la planification financière à moyen terme et, simultanément, du rapport sur l'endettement. Dans le même temps, il adopte sur proposition du Conseil d'Etat :

- a. les budgets de fonctionnement et d'investissement ;
- b. la quotité de l'impôt cantonal ;
- c. le montant limite des nouveaux emprunts.

² Il adopte par ailleurs, sur proposition du Conseil d'Etat :

- a. les crédits supplémentaires ;
- b. les crédits d'investissement et leur amortissement ;
- c. l'acquisition et l'aliénation de biens, dans la mesure où la loi ne délègue pas cette compétence au Conseil d'Etat.

³ Le Grand Conseil approuve, chaque année, les comptes de l'Etat.

Art. 106 Elections

Explication
de la modification
en page 42

¹ Le Grand Conseil élit :

- a. ses propres organes ;
- b. les juges du Tribunal cantonal ;
- c. les membres de la Cour des comptes ;
- d. la médiatrice ou le médiateur administratif ;
- e. le procureur général.

² Il désigne les membres de la commission de présentation judiciaire prévue aux articles 131 et 166.

Art. 107 Haute surveillance

¹ Le Grand Conseil exerce la haute surveillance sur l'activité du Conseil d'Etat, ainsi que sur la gestion du Tribunal cantonal. L'indépendance des jugements est réservée.

² Il se prononce annuellement sur la gestion de l'Etat.

³ Il peut décider à tout moment d'enquêter sur un point particulier de l'activité du Conseil d'Etat.

Art. 108

Explication
de la modification
en page 45

Participations

¹ Le Grand Conseil décide de la participation de l'Etat aux personnes morales.

² La loi prévoit des exceptions.

Art. 109**Autres compétences**

¹ Le Grand Conseil accorde la grâce et l'amnistie.

² Il exerce les droits d'initiative et de référendum que le droit fédéral accorde aux cantons.

³ Il participe aux organismes interparlementaires de son choix.

Art. 110**Forme des actes**

¹ Le Grand Conseil exerce ses compétences sous la forme :

- a. de lois pour les règles générales et abstraites de durée indéterminée ;
- b. de décrets pour les autres actes ; les décisions de procédure interne sont réservées.

² Il peut aussi exprimer son opinion par voie de résolution.

Art. 111**Initiative, proposition
et élaboration des actes**

¹ L'initiative appartient aux membres, aux groupes et aux commissions du Grand Conseil ainsi qu'au Conseil d'Etat.

Sont réservées les dispositions sur l'initiative populaire.

² Les actes destinés à être adoptés par le Grand Conseil peuvent être élaborés soit par le Conseil d'Etat, soit par le Grand Conseil lui-même.

³ Les membres du Grand Conseil et ceux du Conseil d'Etat peuvent faire des propositions relatives à un objet en délibération.

CHAPITRE III CONSEIL D'ETAT

Section I Principe

Art. 112 ¹ Le Conseil d'Etat est l'autorité exécutive supérieure du canton.

Section II Composition

Art. 113 **Composition, durée de la charge**

¹ Le Conseil d'Etat se compose de sept membres élus pour une durée de cinq ans.

² Tout siège vacant est repourvu dans les nonante jours, à moins que la fin de la législature n'intervienne dans les six mois.

Art. 114 **Mode d'élection**

¹ Les membres du Conseil d'Etat sont élus par le corps électoral en même temps que les membres du Grand Conseil.

² L'élection se déroule selon le système majoritaire à deux tours.

Art. 115 **Présidence**

¹ Le Conseil d'Etat désigne pour la durée de la législature sa présidente ou son président, qui assure la cohérence de l'action gouvernementale.

Section III
Organisation

Art. 116 **Collégialité et autonomie**

¹ Le Conseil d'Etat est une autorité collégiale.

² Il s'organise librement dans le cadre de la loi.

Art. 117 **Système départemental
et direction de l'administration**

¹ Chaque membre du Conseil d'Etat dirige un département.

² La présidente ou le président du Conseil d'Etat dispose de l'administration générale, coordonne l'activité des départements et veille à leur bon fonctionnement.

Art. 118 **Conférence des affaires fédérales**

¹ Le Conseil d'Etat et la députation vaudoise aux Chambres fédérales – ou une délégation de celle-ci – constituent, selon les modalités fixées par la loi, une commission permanente d'échange d'informations relatives aux affaires fédérales, dénommée « Conférence des affaires fédérales ».

Section IV Compétences

Art. 119 Programme de législature

¹ Dans les quatre mois qui suivent son entrée en fonction, le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil un programme de législature définissant ses objectifs et les moyens pour les atteindre, ainsi que son calendrier.

² Tous les membres du Conseil d'Etat sont liés par le contenu de ce programme.

³ Le Conseil d'Etat peut amender ce programme en cours de législature; il présente les modifications au Grand Conseil, qui en prend acte.

⁴ Au début de chaque année, le Conseil d'Etat rapporte au Grand Conseil sur l'état de réalisation du programme de législature.

Art. 120 Compétences en matière législative

¹ Le Conseil d'Etat présente au Grand Conseil les projets soumis à sa délibération. Il rapporte sur les initiatives populaires et les initiatives des membres du Grand Conseil.

² Il édicte des règles de droit, dans la mesure où la Constitution ou la loi l'y autorisent. Il édicte les dispositions nécessaires à l'application des lois et des décrets.

Art. 121 Relations extérieures

¹ Le Conseil d'Etat représente le canton.

² Il peut conclure seul des concordats et des traités internationaux lorsqu'une loi, un concordat ou un traité international approuvés par le Grand Conseil le prévoient.

³ Il peut conclure des contrats administratifs avec la Confédération ou avec les autres cantons.

Art. 122 Finances

¹ Le Conseil d'Etat prépare le projet de budget et présente les comptes.

² Il décide des dépenses ainsi que des acquisitions et des aliénations du domaine public dans les limites fixées par la loi.

Art. 123 Compétences administratives

¹ Le Conseil d'Etat dirige l'administration cantonale.

Art. 124 Sécurité et ordre publics

¹ Le Conseil d'Etat répond de la sécurité et de l'ordre publics.

Art. 125 Clause générale de police et situations extraordinaires

¹ Le Conseil d'Etat peut, sans base légale, prendre toutes les mesures nécessaires pour parer à de graves menaces ou à d'autres situations d'exception.

² La loi fixe la procédure de ratification par le Grand Conseil.

Section V

Ministère public 4

Art. 125a **Ministère public**

Explication
de la modification
en page 42

- ¹ Le Ministère public est l'autorité chargée de mener l'instruction pénale et de soutenir l'accusation.
- ² Il jouit d'une totale indépendance dans l'exercice de ses tâches légales.
- ³ Il est rattaché administrativement au Conseil d'Etat.
- ⁴ La loi régit son organisation, son fonctionnement et ses compétences.

CHAPITRE IV

TRIBUNAUX

Section I

Principes généraux

Art. 126 **Indépendance et impartialité**

- ¹ L'indépendance des tribunaux est garantie.
- ² Les juges exercent les fonctions judiciaires d'une manière indépendante et impartiale.
- ³ Ils ne peuvent pas exercer, en sus de leur fonction judiciaire, une activité de nature à gêner leur indépendance ou à créer une apparence de partialité. Les règles relatives à la composition des tribunaux paritaires sont réservées.

Art. 127 **Organisation judiciaire,
interdiction des tribunaux d'exception**

¹ La loi détermine le nombre, l'organisation et les compétences des tribunaux.

² Il ne peut être instauré de tribunaux d'exception, sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 128 **Célérité et qualité de la justice**

¹ Le Grand Conseil accorde aux autorités judiciaires des moyens suffisants pour garantir la célérité et la qualité de la justice.

Art. 129 **Double instance**

¹ Toute décision judiciaire en matière civile ou pénale peut être portée devant une seconde instance au niveau cantonal.

² La loi veille à ce qu'il n'y ait pas plus de deux instances judiciaires cantonales à trancher le fond des litiges.

**Section II
Tribunal Cantonal**

Art. 130 **Principe**

¹ Le Tribunal cantonal est l'autorité judiciaire supérieure du canton.

Art. 131 **Composition, élection des juges**

Explication
des modifications
en page 45

¹ Les juges et les juges suppléants du Tribunal cantonal sont élus par le Grand Conseil pour une durée de cinq

ans à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit le renouvellement du Grand Conseil, sur préavis d'une commission de présentation.

² Cette commission est désignée par le Grand Conseil. Elle est composée de députés et d'experts indépendants.

³ Le choix des candidats au Tribunal cantonal se fonde essentiellement sur leur formation juridique et leur expérience. Le Grand Conseil veille en outre à une représentation équitable des différentes sensibilités politiques.

⁴ La loi régit la désignation des juges assesseurs de la Cour de droit administratif et public et de la Cour des assurances sociales du Tribunal cantonal.

Art. 132 **Organisation et autonomie**

¹ Le Tribunal cantonal est autonome en matière d'organisation, d'administration et de finances dans le cadre du budget adopté par le Grand Conseil.

² Chaque année, il soumet son budget, sa gestion et ses comptes au Grand Conseil, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat.

Art. 133 **Compétences**

¹ En qualité d'autorité judiciaire, le Tribunal cantonal juge :

- a. en première instance les causes que la loi place dans ses compétences ;
- b. en seconde instance les autres causes, à l'exception de celles que la loi confie expressément à une autre autorité.

-
- ² En qualité d'autorité administrative, le Tribunal cantonal :
- a. dirige et surveille l'ordre judiciaire ;
 - b. désigne les autres magistrats et le personnel de l'ordre judiciaire.
-

Art. 134 **Opinions dissidentes**

- ¹ Les juges du Tribunal cantonal peuvent exprimer des avis minoritaires dans les jugements et arrêts.
-

Art. 135 **Haute surveillance**

- ¹ Sauf l'indépendance des jugements, le Tribunal cantonal est placé sous la haute surveillance du Grand Conseil.

Section III
Cour constitutionnelle

Art. 136 ¹ La Cour constitutionnelle est une section du Tribunal cantonal.

² Elle :

- a. contrôle, sur requête déposée dans les vingt jours dès leur publication, la conformité des normes cantonales au droit supérieur; la loi définit la qualité pour agir ;
- b. juge, sur recours et en dernière instance cantonale, les litiges relatifs à l'exercice des droits politiques en matière cantonale et communale ;
- c. tranche les conflits de compétence entre autorités.

³ Ses décisions sont publiées.

VI. COMMUNES ET DISTRICTS

CHAPITRE I COMMUNES

Section I Dispositions générales

Art. 137 **Définition et garanties**

¹ Les communes sont des collectivités publiques dotées de la personnalité juridique.

² Leur existence et leur territoire sont garantis dans les limites de la Constitution.

Art. 138 **Tâches**

¹ Outre les tâches propres qu'elles accomplissent volontairement, les communes assument les tâches que la Constitution ou la loi leur attribuent. Elles veillent au bien-être de leurs habitants et à la préservation d'un cadre de vie durable.

² L'Etat confie aux communes les tâches qu'elles sont mieux à même d'exécuter que lui.

Art. 139 **Autonomie communale**

¹ Les communes disposent d'autonomie, en particulier dans :

- a. la gestion du domaine public et du patrimoine communal ;
- b. l'administration de la commune ;

-
- c. la fixation, le prélèvement et l'affectation des taxes et impôts communaux;
 - d. l'aménagement local du territoire;
 - e. l'ordre public;
 - f. les relations intercommunales.
-

Art. 140 **Surveillance de l'Etat**

¹ Les communes sont soumises à la surveillance de l'Etat, qui veille à ce que leurs activités soient conformes à la loi.

Section II **Organisation politique**

Sous-section I
Généralités

Art. 141 **Autorités**

¹ Chaque commune est dotée d'une autorité délibérante, le conseil communal ou le conseil général, et d'une autorité exécutive, la municipalité.

² La loi détermine à quelles conditions elle peut se doter d'un conseil communal ou d'un conseil général.

Art. 142 **Droits politiques**

Explication
de la modification
en page 46

¹ Font partie du corps électoral communal, s'ils sont âgés de dix-huit ans révolus et ne sont pas protégés par une curatelle de portée générale ou un mandat pour cause d'incapacité, en raison d'une incapacité durable de discernement :

- a. les Suissesses et les Suisses qui sont domiciliés dans la commune;

b. les étrangères et les étrangers domiciliés dans la commune qui résident en Suisse au bénéfice d'une autorisation depuis dix ans au moins et sont domiciliés dans le canton depuis trois ans au moins.

² Les droits politiques ont pour objet la participation aux élections et votations, l'éligibilité ainsi que la signature des demandes d'initiative et, dans les communes à conseil communal, de référendum.

³ La loi précise les modalités de l'exercice de ces droits. Les articles 74, alinéa 2 et 76, alinéa 2 s'appliquent.

Art. 143 **Incompatibilités**

¹ Nul ne peut être membre à la fois de l'autorité délibérante et de l'autorité exécutive d'une commune.

² Les employés supérieurs de l'administration communale ne peuvent pas siéger au conseil communal.

³ Un règlement communal peut limiter le cumul d'un mandat exécutif communal avec des mandats cantonaux ou fédéraux.

Sous-section II

Conseil communal ou conseil général

Art. 144 **Composition et organisation du conseil communal**

Explication
de la modification
en page 46

¹ Les membres du conseil communal sont élus par le corps électoral pour une durée de cinq ans.

² Ils sont élus en principe selon le système proportionnel; le quorum prévu à l'article 93, alinéa 4 s'applique.

³ Dans les communes de moins de 3 000 habitants, le règlement communal peut prévoir le scrutin majoritaire.

Art. 145 **Composition du conseil général**

¹ Tous les membres du corps électoral peuvent faire partie du conseil général, sauf les membres de la municipalité.

Art. 146 **Compétences**

¹ Le conseil communal ou le conseil général :

- a. édicte les règlements ;
- b. adopte l'arrêté d'imposition et le budget, et autorise les dépenses extraordinaires et les emprunts ;
- c. se prononce sur les collaborations intercommunales ;
- d. décide des projets d'acquisition et d'aliénation d'immeubles ;
- e. contrôle la gestion ;
- f. adopte les comptes.

² La loi peut lui confier d'autres compétences.

³ Le conseil communal ou le conseil général peut, par voie de motion, obliger la municipalité à lui présenter une étude ou un projet. Il peut fixer un délai.

Art. 147 **Référendum et initiative populaires**

¹ Le corps électoral dispose d'un droit d'initiative et, dans les communes à conseil communal, d'un droit de référendum.

² La loi définit l'exercice de ces droits et les objets exclus du droit de référendum ou d'initiative.

Sous-section III
Municipalité

Art. 148 **Composition et durée de la législature**

¹ La municipalité est composée de trois membres au moins, dont la syndique ou le syndic, qui la préside. Ils sont élus pour une durée de cinq ans.

Art. 149 **Election et révocation**

¹ Les membres de la municipalité sont élus directement par le corps électoral selon le système majoritaire à deux tours.

² La syndique ou le syndic, choisi parmi les membres de la municipalité, est élu par le corps électoral selon le même système, au plus tard un mois après l'élection de la municipalité. Son élection peut être tacite.

³ La loi prévoit les cas et la procédure de révocation des membres de la municipalité.

Art. 150 **Organisation**

¹ La municipalité est une autorité collégiale. Elle s'organise librement.

² Elle a toutes les compétences communales, à l'exception de celles attribuées par la Constitution ou la loi à l'autorité délibérante.

³ La syndique ou le syndic préside la municipalité, coordonne l'activité des conseillers municipaux et dispose de l'administration communale. La loi détermine ses autres fonctions.

Section III

Fusion de communes

Art. 151

Explication
de la modification
en page 46

Principes

- ¹ L'Etat encourage et favorise les fusions de communes.
 - ² A cet effet, la loi prévoit des mesures incitatives, notamment financières.
 - ³ L'Etat facilite le processus de fusion ; il ne perçoit aucune taxe ou émoluments à ce titre.
 - ⁴ Aucune fusion ne peut intervenir sans le consentement du corps électoral de chacune des communes concernées. Les scrutins ont lieu simultanément.
 - ⁵ En dérogation aux articles 144 et 148 de la Constitution, la durée des mandats des membres du conseil communal et des municipalités des communes concernées peut être prolongée sans élection jusqu'à l'entrée en vigueur d'une fusion de communes lorsque celle-ci intervient dans les six mois qui suivent la fin de ces mandats.
-

Art. 152

Droit d'initiative et procédure

- ¹ Aux conditions fixées par la loi, l'autorité délibérante, la municipalité, ou une partie du corps électoral par voie d'initiative, peut proposer une fusion avec une ou plusieurs autres communes, ou une modification du territoire communal.
-

Art. 153

Fusion proposée par une fédération de communes ou une agglomération

- ¹ Une fédération de communes ou une agglomération peut proposer une fusion des communes membres.

Art. 154 Fusion proposée par l'Etat

¹ Si le besoin l'exige et aux conditions prévues par la loi, l'Etat peut soumettre le principe d'une fusion de deux ou plusieurs communes ou d'une modification de leur territoire au corps électoral de chacune des communes visées.

**CHAPITRE II
COLLABORATIONS INTERCOMMUNALES,
FÉDÉRATIONS ET AGGLOMÉRATIONS**

Art. 155 Collaborations intercommunales

¹ L'Etat encourage les collaborations entre communes, en particulier les fédérations.

² Les communes peuvent déléguer une ou plusieurs de leurs tâches à des fédérations, à des agglomérations ou à d'autres types d'organisations intercommunales; elles veillent à choisir la forme la plus appropriée.

³ La loi peut imposer une collaboration lorsqu'elle est nécessaire à l'accomplissement de certaines tâches ou à une répartition équitable des charges entre communes.

⁴ La loi définit l'organisation, le financement et le contrôle démocratique des diverses formes de collaboration intercommunale.

Art. 156 Fédérations

¹ La fédération de communes est une collectivité de droit public composée de communes qui sont en principe contiguës. Elle a la personnalité juridique.

² La fédération est dotée d'une autorité délibérante et d'une autorité exécutive. L'autorité délibérante est élue par les législatifs des communes membres, l'autorité exécutive par l'autorité délibérante.

³ La fédération gère seule les tâches que les communes membres lui délèguent. Ces tâches sont financées par des contributions communales.

⁴ Une commune ne peut faire partie que d'une fédération, sa participation à d'autres formes de collaboration restant possible.

Art. 157 Agglomérations

¹ L'agglomération est une collectivité de droit public composée de communes urbaines contiguës et qui comprend une ville centre. Elle a la personnalité juridique.

² La loi définit l'organisation, le financement et le contrôle démocratique de l'agglomération par analogie avec les règles applicables aux fédérations.

CHAPITRE III DISTRICTS

Art. 158 Définition, nombre et fonctions

¹ Le territoire du canton est divisé en districts. La loi en fixe le nombre et détermine le rattachement de chaque commune à l'un d'eux.

² Les districts sont les entités administratives et judiciaires où s'exercent en principe des tâches décentralisées de l'Etat dont ils assurent les services de proximité.

³ Ils constituent les arrondissements électoraux.

Art. 159 **Préfet**

¹ Un préfet est nommé par le Conseil d'Etat à la tête de chaque district.

² La loi définit ses tâches.

Art. 160 **Modifications territoriales**

¹ Par décision de son corps électoral, toute commune peut demander son rattachement à un autre district si elle en est limitrophe.

² La loi prévoit la procédure de rattachement.

VII. RÉGIME DES FINANCES

CHAPITRE I PRINCIPES GÉNÉRAUX

Art. 161 **Base légale**

¹ Toute dépense doit reposer sur une base légale.

Art. 162 **Participations**

¹ Pour atteindre leurs buts, l'Etat et les communes peuvent participer à des personnes morales ou en créer. La loi fixe les modalités de contrôle de ces personnes morales.

² Les établissements d'assurance créés par l'Etat sont gérés de manière autonome; leurs capitaux demeurent la propriété des assurés.

Art. 163 **Gestion des finances**

¹ La gestion des finances de l'Etat doit être économe et efficace; elle tend à atténuer les effets des cycles économiques.

² Avant de présenter tout projet de loi ou de décret entraînant des charges nouvelles, le Conseil d'Etat s'assure de leur financement et propose, le cas échéant, les mesures fiscales ou compensatoires nécessaires.

Art. 164 **Procédure budgétaire**

¹ En règle générale, le budget de fonctionnement de l'Etat doit être équilibré.

² L'approbation d'un budget de fonctionnement déficitaire requiert la majorité absolue des membres du Grand Conseil.

³ Dans le budget de fonctionnement, les recettes doivent dans tous les cas couvrir les charges avant amortissements.

Art. 165 **Assainissement financier**

¹ Si, dans les derniers comptes, les recettes ne couvrent pas les charges avant amortissements, les autorités cantonales prennent sans délai des mesures d'assainissement portant sur le montant du dépassement.

² Les mesures qui nécessitent des modifications de rang législatif sont soumises au vote du corps électoral. Pour chacune de ces mesures, le vote oppose la modification législative proposée à une augmentation du coefficient de l'impôt cantonal direct d'effet équivalent.

CHAPITRE II COUR DES COMPTES

- Art. 166** ¹ La Cour des comptes se compose de cinq membres, élus pour une période de six ans et rééligibles une fois. Ces membres sont élus par le Grand Conseil, sur préavis de la commission de présentation prévue à l'article 131.
- ² La Cour des comptes assure en toute indépendance le contrôle de la gestion des finances des institutions publiques désignées par la loi ainsi que de l'utilisation de tout argent public, sous l'angle de la légalité, de la régularité comptable et de l'efficacité.
- ³ Elle établit elle-même son plan de travail. Exceptionnellement, le Grand Conseil peut lui confier des mandats.
- ⁴ Elle publie les résultats de ses travaux, dans la mesure où aucun intérêt prépondérant, public ou privé, ne s'y oppose.

CHAPITRE III FISCALITÉ ET PÉRÉQUATION INTERCOMMUNALE

- Art. 167** **Fiscalité**
- ¹ L'Etat et les communes perçoivent les contributions prévues par la loi, soit :
- des impôts pour l'exécution de leurs tâches ;
 - des taxes et des émoluments liés à des prestations ;
 - des taxes d'incitation dont le produit est intégralement redistribué.
- ² Le régime fiscal respecte les principes d'universalité et d'égalité de traitement. L'impôt respecte en outre le principe de la capacité contributive.

³ La fraude fiscale est poursuivie.

⁴ La loi compense les effets de la progression à froid à chaque période fiscale.

Art. 168 **Impôts communaux
et péréquation intercommunale**

¹ La loi détermine le pouvoir fiscal des communes. La charge fiscale ne doit pas présenter des écarts excessifs entre les communes.

² La péréquation financière atténue les inégalités de charge fiscale consécutives aux différences de capacité contributive entre les communes.

VIII. ÉGLISES ET COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

Art. 169 **Principes**

¹ L'Etat tient compte de la dimension spirituelle de la personne humaine.

² Il prend en considération la contribution des Eglises et communautés religieuses au lien social et à la transmission de valeurs fondamentales.

Art. 170 **Eglises de droit public**

¹ L'Eglise évangélique réformée et l'Eglise catholique romaine, telles qu'elles sont établies dans le canton, sont reconnues comme institutions de droit public dotées de la personnalité morale.

² L'Etat leur assure les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission au service de tous dans le canton.

³ La loi fixe les prestations de l'Etat et des communes.

Art. 171 **Communautés religieuses
d'intérêt public**

¹ La communauté israélite, telle qu'elle est établie dans le canton, est reconnue comme institution d'intérêt public. A leur demande, l'Etat peut reconnaître le même statut à d'autres communautés religieuses; il tient compte de la durée de leur établissement et de leur rôle dans le canton.

Art. 172 **Organisation et autonomie**

¹ Chaque Eglise ou communauté reconnue fait l'objet d'une loi qui lui est propre.

² Les Eglises et communautés reconnues jouissent de l'indépendance spirituelle et s'organisent librement dans le respect de l'ordre juridique et de la paix confessionnelle.

³ La reconnaissance est liée notamment au respect des principes démocratiques et à la transparence financière.

IX. RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Art. 173 **Révision totale**

¹ La révision totale peut être demandée par le Grand Conseil ou par voie d'initiative populaire.

² La demande est soumise au corps électoral qui décide si la révision totale doit avoir lieu et, à titre subsidiaire,

si elle est confiée au Grand Conseil ou à une assemblée constituante.

³ Si la révision est confiée à une assemblée constituante, celle-ci est élue sans délai. Les dispositions sur l'élection du Grand Conseil s'appliquent, à l'exception de celles sur les incompatibilités et la durée de fonction.

⁴ Le projet de nouvelle Constitution peut comporter des variantes. Le vote final ne peut intervenir que lorsque le choix sur toutes les variantes a été opéré par le corps électoral.

⁵ Si le corps électoral rejette le projet de nouvelle Constitution, l'organe chargé de la révision totale en élabore un second. En cas de nouveau rejet populaire, la révision est caduque.

Art. 174 Révision partielle

¹ La révision partielle peut être proposée par le Grand Conseil ou demandée par voie d'initiative populaire.

² Elle peut porter sur la révision d'une disposition constitutionnelle ou de plusieurs si elles sont intrinsèquement liées.

X. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 175 Entrée en vigueur

¹ La présente Constitution entre en vigueur le 14 avril 2003.

Art. 176 **Abrogation et maintien en vigueur provisoire de l'ancien droit**

¹ La Constitution du Canton de Vaud du 1^{er} mars 1885 est abrogée.

² De même, les dispositions de l'ancien droit qui sont contraires aux règles directement applicables de la présente Constitution sont abrogées.

³ Pour le reste, l'ancien droit demeure en vigueur tant que la législation d'application requise par la présente Constitution n'aura pas été édictée.

Art. 177 **Adoption de la législation d'application**

¹ La législation d'application requise par la présente Constitution sera édictée sans retard mais dans un délai de cinq ans au plus dès l'entrée en vigueur de la Constitution.

² A cette fin, le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil un programme législatif avant le 14 avril 2003.

Art. 178 **Renouvellement des autorités cantonales et communales**

Explication
de la modification
en page 45

¹ La législation d'application requise pour le renouvellement des autorités devra être adoptée dans les deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente Constitution. Le renouvellement aura lieu conformément à cette Constitution

- au printemps 2006 pour les autorités communales, la législature en cours prenant fin le 30 juin 2006 ;
- au printemps 2007 pour les autorités cantonales, la législature en cours prenant fin le 30 juin 2007.

² L'article 115 (présidence du Conseil d'Etat) est applicable dès le début de la législature qui suit l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

³ Jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau découpage territorial du canton (article 179, chiffre 5), les arrondissements électoraux sont ceux désignés par les articles 45 et 45a de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques, dans sa teneur du 8 juin 1997. Chaque district dispose de deux sièges au moins.

⁴ Le mandat des juges et des juges suppléants du Tribunal cantonal et du Tribunal administratif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2007.

Art. 179

Explication
de la modification
en page 45

Dispositions transitoires particulières

1) ad art. 52, al. 5

Les articles 6bis et 6ter de la Constitution du 1^{er} mars 1885 protégeant les sites de Lavaux et de la Venoge demeurent en vigueur tant qu'ils n'ont pas été convertis en normes légales en application de l'article 52, alinéa 5 de la présente Constitution.

2) ad art. 64, al. 1

L'assurance maternité cantonale doit entrer en vigueur au plus tard trois ans après l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

3) ad titre VI

La législation d'application du titre VI Communes et districts devra être adoptée dans les deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

3bis) ad art. 129

La législation d'application requise par l'article 129 Cst-VD doit être édictée au plus tard à l'échéance du délai

prévu par l'article 130 de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral pour l'adaptation des dispositions cantonales en matière civile et pénale.

4) ad art. 151, al. 2

Une prime sera octroyée aux communes qui fusionneront dans les dix ans à partir de la promulgation de la loi.

5) ad art. 158

Dans les dix ans dès l'entrée en vigueur de la présente Constitution, le Conseil d'Etat proposera un nouveau découpage administratif du canton en vue de la réduction du nombre de districts, en tenant compte des besoins de la population et des facilités de communication. Le nombre de districts sera de huit à douze.

6) ad art. 165

Aussi longtemps que la nouvelle loi sur les finances n'est pas en vigueur, les alinéas 2 à 4 de l'article 48 de la Constitution du 1^{er} mars 1885 s'appliquent.

7) ad art. 166

Parallèlement à la création de la Cour des comptes, le mandat et les compétences du Contrôle cantonal des finances (CCF) doivent être adaptés.

**8) ad art. 13 et 14 Constitution
du 1^{er} mars 1885**

Le statut et les droits des bourses publiques ayant des obligations en matière de culte de l'Eglise évangélique réformée et de l'Eglise catholique dans les communes d'Echallens, Assens, Bottens, Bioley-Orjulaz, Etagnières, Poliez-le-Grand, Poliez-Pittet, Saint-Barthélemy, Villars-le-Terroir et Malapalud, de même que les droits et coutumes établis en faveur des catholiques dans les communes précitées, continuent d'être garantis,

conformément à ce que prévoyaient les articles 13, alinéa 5 et 14 de la Constitution du 1^{er} mars 1885, tant qu'ils ne sont pas modifiés par la loi.

9) ad art. 81 Constitution du 1^{er} mars 1885

Les droits coutumiers des bourgeoisies, fondées sur l'article 81 de la Constitution du 1^{er} mars 1885, sont réservés, sous l'arbitrage du Conseil d'Etat. Les personnes concernées par l'abrogation de cet article sont informées par publication officielle.

Art. 180 Initiatives et référendums

¹ L'ancien droit demeure en vigueur pour les initiatives et les référendums annoncés avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution.

² Toute initiative qui demande la révision partielle de la Constitution du 1^{er} mars 1885 et qui aura été annoncée avant l'entrée en vigueur de la présente Constitution sera transformée par le Grand Conseil en projet de révision de cette dernière.

La garantie fédérale a été accordée par arrêté fédéral du 24 septembre 2003 (FF 2003 6303)



© Denis Balibouse, avril 1999

**Première réunion pour l'Assemblée constituante
dans la salle du Grand Conseil
du bâtiment Perregaux, avant l'incendie.**



**Les trois coprésidents de la Constituante,
René Perdrix, Yvette Jaggi et Jean-François Leuba.**

© Philippe Maeder, mars 2002

Impressum

Rédaction

Vincent Grandjean, chancelier de l'Etat de Vaud
Christophe Gallaz, écrivain
Bureau d'information et de communication
de l'Etat de Vaud (BIC)

Couverture

Nordsix Design Graphique

Préresse

Chantal Moraz

Photolitho

Martine Séchaud

Relecture

Olivier Bloesch

Impression

PCL Presses Centrales SA

Coordination

Bureau d'information et de communication
de l'Etat de Vaud (BIC)